



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Procédure formalisée au sens des articles L. 2124-1 et suivants, R. 2161-1 à R. 2125-5 du Code de la commande publique, passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire prévu aux articles L. 2125-1, 1°, et suivants dudit code

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR DES PRESTATIONS DE BLANCHISSERIE DU LINGE DES SITES DU CROUS BRETAGNE AVEC DES LOTS RESERVES AUX EA / ESAT

MF 2025-041

Table des matières

ARTICLE 1 – ACHETEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 3- REPRESENTATION DES PARTIES	4
ARTICLE 4 – FORME ET PROCEDURE	4
ARTICLE 5 - MONTANT DU MARCHE	5
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 7 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE	5
ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION	6
ARTICLE 9 - OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD -CADRE	7
9.1 Objet de l'accord-cadre	7
9.2 Caractéristiques du marché	7
ARTICLE 10 – SERVICES COMPLEMENTAIRES- PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 11 – ALLOTISSEMENT	8
ARTICLE 12 - CLAUSES DE REEXAMEN	8
12.1 Clause d'adaptation en cas d'augmentation substantielle du périmètre d'exécution.....	8
ARTICLE 13 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 14 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	10
14.1 Vérifications	10
14.2 Manquements	11
14.3 Responsabilités.....	11
14.4 Obligation de résultat.....	11
ARTICLE 15 – MODALITES DU PRIX.....	11
15.1 Contenu et forme des prix.....	11
15.2 Révision des prix	12
15.2.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	12
15.2.2 Modalités de révision des prix du marché	12
16 - AVANCES ET ACOMPTES	13
16.1 Conditions de versement et de remboursement.....	13
16.1.1 Versement de l'avance	13
16.1.2 Remboursement de l'avance	13
16.2 Acomptes.....	13
16.3 Constitution de garantie financière	13
ARTICLE 17 - MODALITES DE FACTURATION ET DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	13
17.1 Présentation des demandes de paiement et délais de paiement	13
17.2 Délai global de paiement.....	14

17.3 Paiement des cotraitants	14
17.4 Paiement des sous-traitants	14
17.5 Intérêts moratoires.....	15
ARTICLE 18 - DISPOSITIONS DIVERSES	16
18.1 Forme des notifications et informations	16
18.2 Cession ou nantissement des créances	16
18.3 Autres obligations administratives	16
18.4 Assurances.....	17
18.5 Langue	17
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
19.1 Devoir de conseil	17
19.2 Obligation générale de confidentialité	17
ARTICLE 20 – PENALITES – SANCTIONS	18
20.1 Régime des pénalités	18
20.2 Versement des pénalités	19
20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire	20
ARTICLE 21 – RESILIATION	20
21.1 Résiliation pour faute du titulaire.....	20
21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
ARTICLE 22 – DIFFERENDS.....	21
ARTICLE 23 – LITIGES.....	21
ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21
24.1 Traitement des données à caractère personnel des candidats.....	21
24.2 Obligations des parties liées aux données à caractère personnel	22
ARTICLE 25 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Dénomination et adresse officielles de l'acheteur public, pouvoir adjudicateur du présent marché :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Bretagne

7, Place Hoche - CS 26428 - 35064 RENNES Cedex

Type d'acheteur : Établissement public à caractère administratif (EPA), chargé principalement de l'aide sociale, de l'accueil des étudiants internationaux, du logement pour étudiants, de la restauration universitaire et de la vie culturelle étudiante.

SIRET : 183500032 00010

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Rennes-Bretagne (ci-après « Le CROUS »), établissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège social est situé, **7 Place Hoche, CS 26428 – 35064 RENNES Cedex**, identifié sous le numéro de SIRET 18350003200010, représenté par Mme Blandine LUCAS sa Directrice Générale par intérim.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations de blanchisserie du linge pour les sites de restauration et d'hébergement du CROUS Bretagne.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3- REPRESENTATION DES PARTIES

Un accord-cadre est un contrat conclu entre un acheteur et un titulaire :

- L'acheteur est le CROUS (personne morale de droit public)
- Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de la personne morale publique, la Directrice Générale du CROUS Bretagne par interim. Elle pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter pour l'exécution du marché.

De même, le titulaire de l'accord-cadre doit désigner une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci (coordonnées portées dans le mémoire technique).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 4 – FORME ET PROCEDURE

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L. 2125-1,1° du Code de la commande publique, donnant lieu à l'émission de bons de commande successifs pendant la durée de validité du marché, en fonction des besoins de l'acheteur dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et 14 dudit code.

Le Lot 2 Morbihan (56) et le Lot 3 Côte d'Armor (22), sont un accord-cadre à bons de commande, réservé aux entreprises adaptées (EA) et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT), conformément à l'article L.2113-12 du Code de la commande publique.

Le présent marché est passé suivant les règles de procédure applicables aux appels d'offres ouverts des articles L. 2124-1 et suivants, R. 2161-1 à R. 2125-5 du Code de la commande publique, compte tenu du montant estimé, supérieur aux seuils de procédures formalisées.

Il est financé en totalité sur ressources propres du CROUS de Bretagne.

ARTICLE 5 - MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est conclu sans montant minimum.

Il est estimé à Trois cent soixante mille euros HT (365 000€), pour sa durée totale, reconductions éventuelles incluses.

Etant entendu que le montant estimé est donné à titre indicatif. Il ne crée aucune obligation contractuelle à l'égard des titulaires.

Réparti de la manière suivante :

Lot 1 Ille-et-Vilaine (35) montant maximum (130 000€ HT)

Lot 2 Morbihan (56) montant maximum (80 000 € HT)

Lot 3 Côte d'Armor (22) montant maximum (40 000 € HT)

Lot 4 Finistère (29) montant maximum (110 000 € HT)

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an reconductible trois (3) fois pour une période identique, de la manière suivante :

- Du 1^{er} Novembre 2025 au 31 Octobre 2026 ;
- Du 1^{er} Novembre 2026 au 31 Octobre 2027 ;
- Du 1^{er} Novembre 2027 au 31 Octobre 2028 ;
- Du 1^{er} Novembre 2028 au 31 Octobre 2029.

Il prend effet à la date de la notification.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

De manière générale, les lois, règlements du droit national et principes généraux du droit consacrés par la jurisprudence et plus généralement l'ensemble des normes du droit communautaire en vigueur, relatives à la commande publique et évolutions réglementaires à venir.

Toute interprétation litigieuse résultant d'une omission, imprécision ou contradiction entre les termes des documents du marché se résout en faveur de l'interprétation donnée par le document cité en priorité dans la liste ci-dessus.

En tout état de cause, le titulaire ne saurait se prévaloir de l'absence de référence, dans les pièces du marché, à un texte réglementaire, législatif ou à des normes en vigueur pour prétendre s'y soustraire.

Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du marché sans indemnité, aux torts exclusifs du titulaire.

Le présent marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1)
- Le Règlement de Consultation (RC)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- les annexes financières (1 par lot) : établie sous forme de bordereau de prix unitaire (BPU) et détail quantitatif estimatif (DQE),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le Cahier des Clauses Administratives et Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dont un exemplaire figure dans les archives du CROUS s'applique, sous réserve de dérogations prévues au présent CCAP ;
- l'offre technique du candidat (mémoire), précisant notamment les actions et moyens mis en œuvre pour satisfaire le critère environnemental
- les fiches techniques des produits le cas échéant
- les bons de commande émis au titre du présent marché
- la lettre de candidature (formulaire DC 1)
- la déclaration du candidat (formulaire DC 2)

ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur et font apparaître :

- le numéro d'engagement de la commande à reporter obligatoirement sur la facture
- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du bon de commande
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser

La durée maximale d'émission des bons de commande sera de 1 an.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Aucun bon de commande ne peut être annulé ou modifié sans l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant au sein de chacun des services prescripteurs.

ATTENTION : le titulaire n'est pas autorisé sur réception du bon de commande à remettre à l'acheteur un devis et doit se soumettre au formalisme du BPU tel qu'il lui a été transmis en annexe dans le DCE.

ARTICLE 9 - OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD -CADRE

9.1 Objet de l'accord-cadre

Le contrat porte sur des prestations de blanchissage pour les sites du CROUS Bretagne. Les prestations comprennent :

- Collecte et transport du linge sale ;
- Lavage selon des normes sanitaires en vigueur (par ex. : EN 14065) ;
- Livraison du linge propre conditionné, prêt à l'emploi.

Toutes les prestations doivent respecter les normes françaises et européennes en vigueur, y compris les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la gestion des textiles.

Les candidats sont invités à se reporter au CCTP joint en annexe pour connaître en détail l'ensemble des spécifications techniques propres à chacun des lots.

9.2 Caractéristiques du marché

Le CROUS se réserve notamment la possibilité de négocier en cours d'exécution du marché avec le titulaire du lot concerné :

- l'ajout ou le retrait d'un site
- l'ajout ou le retrait de points de livraison
- l'ajout ou le retrait d'articles au BPU-DQE

Tout ajout, retrait ou remplacement d'un site motivé ou un article constitue une décision unilatérale de l'acheteur qui en informera le titulaire : par courrier LRAR adressé sur PLACE, ordre de service portant modification unilatérale du marché conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 – SERVICES COMPLEMENTAIRES- PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans les termes et les conditions des articles R. 2122-4,1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve à l'avenir la possibilité de passer avec le titulaire du présent marché, un marché de service complémentaire pour le renouvellement partiel de

ou l'extension de services déjà existants, ou un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 11 – ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti.

Les prestations à réaliser seront déployées sur l'ensemble de la région Bretagne et forment des lots techniques suivants :

Lot 1 Ille-et-Vilaine (35) montant maximum (130 000€ HT)

Lot 2 Morbihan (56) réservé aux EA/ESAT montant maximum (80 000 € HT)

Lot 3 Côte d'Armor (22) réservé aux EA/ESAT montant maximum (40 000 € HT)

Lot 4 Finistère (29) montant maximum (110 000 € HT)

ARTICLE 12 - CLAUSES DE REEXAMEN

Indépendamment des hypothèses de réexamen ci-après stipulées, les hypothèses de modification et suivant les modalités prévues aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique demeurent applicables pour toute la durée du marché.

Notamment, conformément aux dispositions de l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, lorsque 90% du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, à l'initiative de l'une ou de l'autre, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum de l'accord-cadre dans la limite de 10% du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

12.1 Clause d'adaptation en cas d'augmentation substantielle du périmètre d'exécution

Le présent marché est alloti par département. Chaque lot couvre l'ensemble des sites situés dans le périmètre géographique du département concerné.

Il est précisé que certains sites peuvent représenter une part importante des prestations du lot. En cas de retrait, en cours d'exécution, d'un site représentant une part substantielle du volume ou de la valeur des prestations prévues, les parties se réuniront afin d'évaluer les conséquences de cette modification sur l'équilibre économique du marché.

Si la suppression du site entraîne une modification substantielle du périmètre initialement prévu, et en l'absence d'accord sur une adaptation des conditions contractuelles, le titulaire pourra demander la résiliation du lot concerné sans application de pénalités, au titre de la présente clause de réexamen, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Cette demande devra être motivée et notifiée par écrit dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du retrait effectif du site, accompagnée des éléments justifiant l'impact économique significatif de cette modification.

Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur mais est initiée par le seul Titulaire.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée dans conditions strictes de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique et des conditions d'exercice de cette sous-traitance définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur. Pour les sous-traitants désignés dans l'offre en annexe à l'Acte d'Engagement, la notification du marché emporte acceptation et agrément de leurs conditions de paiement par l'acheteur, sauf refus explicite de celui-ci.

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4). Toute modification du montant des prestations sous traitées en cours d'exécution du marché, est constatée par un acte spécial modificatif (formulaire DC4).

Attention : depuis la 1^{er} Janvier 2024, obligation d'indiquer la durée du contrat de sous-traitance (nouveau DC 4).

Les demandes d'agrément devront être présentées par le titulaire l'acheteur 30 jours au moins avant la date prévue de l'intervention du sous-traitant.

L'acte spécial indique :

- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- les références du marché (objet et n° du marché)
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des acomptes,
 - la date ou le mois d'établissement de prix,
 - les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
 - la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à -62 du code de la commande publique,
 - le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP ou RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;

Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitant prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ;

Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant tel qu'indiqués dans le règlement de la consultation ;

Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile et, en tant que de besoin selon les prestations sous-traitées, décennale, du sous-traitant.

L'exemplaire unique du marché délivré à l'entreprise titulaire lors de la notification du marché, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance. En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

L'accord de l'acheteur sur la sous-traitance sera accordé sur la base des références présentées par le sous-traitant pour des prestations de nature et d'importance similaire à celles pour lesquelles il est pressenti. Le titulaire s'assure que tous les contrats de sous-traitance quel que soit leur rang et quelle que soit la nationalité du sous-traitant, comportent les clauses nécessaires au respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 /12/1975 sur la sous-traitance. Il s'assure également que ses sous –traitants satisfassent aux obligations définies aux articles L 5212- 1 à L 5212-4 ; L 5212-9 à L 5212-11 ; L 5214-1 et R 5213-39 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, ou se rend coupable de sous-traitance occulte, il encourt les sanctions prévues au Code pénal et au Code du Travail (voir ARTICLE- 18 PENALITES).

ARTICLE 14 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

14.1 Vérifications

Des opérations de vérification portant sur la qualité des prestations seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'une prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être réexécutée immédiatement.

Au cas où cette nouvelle exécution ne serait pas faite dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard d'exécution mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le pouvoir adjudicateur pourra pour y faire face, décider d'une exécution aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45-1 du CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire par un tiers n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché, le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché pour faute ou poursuivre les relations contractuelles.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant de l'établissement concerné ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

14.2 Manquements

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 12 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personnel habilité, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

14.3 Responsabilités

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du CROUS Bretagne.

Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations.

Le prestataire est responsable de l'enlèvement du linge sale et cela jusqu'à la restitution du linge propre aux unités concernées par le marché.

14.4 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Cette obligation concerne notamment le respect de la quantité des prestations exécutées, le respect des horaires et des délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations. A cet effet, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention des résultats décrits aux cahier des clauses techniques particulières pour chaque prestation de lavage et de repassage des articles textile.

Si le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

ARTICLE 15 – MODALITES DU PRIX

15.1 Contenu et forme des prix

Les prix indiqués dans le Bordereau de prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, tous les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que tous les autres frais engagés par le titulaire pour l'exécution du marché.

Les prix sont fermes la première année.

Les fournitures sont réglées par des prix unitaires (BPU).

15.2 Révision des prix

Les prix du marché pourront faire l'objet d'une révision à chaque date anniversaire du marché.

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La demande de révision sera faite par le titulaire par courrier recommandé ou mail avec accusé de réception précisant le détail du calcul de la révision.

A défaut, le tarif fixé dans l'offre initiale continuera à s'appliquer.

En cas de demande adressée par le titulaire, l'acheteur lui fera connaître en retour sa décision d'acceptation ou de refus, motivée.

15.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date des remises des offres telle qu'indiquée dans le règlement de consultation pour l'accord-cadre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

15.2.2 Modalités de révision des prix du marché

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.10 + 0.90 \times (V(n)/V(o))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- V(n) est le dernier indice connu à la date de révision des prix ;
- V(o) est l'indice du mois de remise des offres (mois zéro).

Les index utilisés sont les suivants :

L'indice de référence est l'indice des prix à la consommation – base 2015 Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.6.2.2 - Nettoyage d'articles textiles hors vêtement (identifiant INSEE : 001763618).

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 6 mois.

Le CROUS-Bretagne se réserve le droit de résilier le marché si l'augmentation moyenne des prix du B.P.U dépassait 3%.

16 - AVANCES ET ACOMPTES

16.1 Conditions de versement et de remboursement

16.1.1 Versement de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Dans le présent accord-cadre, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande dès lors que sa durée d'exécution est inférieure ou égale douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et R.2191-16 du Code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation du titulaire au bénéfice du versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Il appartient au titulaire de rapporter la preuve du délai d'exécution supérieur à deux mois pour prétendre au bénéfice du versement de l'avance.

16.1.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché.

16.2 Acomptes

Il n'est prévu aucun versement d'acomptes au titre du présent marché.

16.3 Constitution de garantie financière

En considération du montant de l'avance versée le cas échéant, il n'est pas fait obligation au titulaire de constituer une garantie financière.

ARTICLE 17 - MODALITES DE FACTURATION ET DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

17.1 Présentation des demandes de paiement et délais de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Le service fait s'entend à l'issue de la réception des prestations

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour le CROUS de rejeter la demande de paiement, après information du titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat.

17.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement court à compter du jour de la décision d'admission des prestations, faisant suite aux opérations de vérification constatant la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. **Si la date de réception de la demande de paiement ne coïncide pas avec la date de réception des prestations, le délai de paiement court à compter de la deuxième de ces deux dates.**

Tout retard de paiement ouvre droit pour le titulaire au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

17.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent suivant les stipulations de l'article 12.1 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer, cette répartition résulte de l'avenant ou de l'acte spécial visé au CCAG.

17.4 Paiement des sous-traitants

Pour les sous-traitants à paiement direct dont la désignation intervient en cours d'exécution du marché et pour ceux déjà désignés dont le montant des prestations sous-traitées

augmente en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en outre le cas échéant, un décompte précis du montant de l'avance perçue correspondant aux prestations visées par l'acte spécial.

Les sommes correspondantes sont remboursées par le titulaire par précompte sur les sommes lui restant dues dès la notification de l'acte spécial.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. **Le titulaire a 15 jours pour faire avoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.** Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. **L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.**

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement

Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R2193-11 à 16 du code de la commande publique.

17.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire, et le cas échéant au(x) sous-traitant(s).

Conformément à l'article R. 2192-31 dudit code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS DIVERSES

18.1 Forme des notifications et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par tous moyens permettant d'attester la date d'envoi et la date de réception. L'usage du courrier électronique est autorisé dans ce cadre.

18.2 Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à 59 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à 62 du Code de la commande publique est la Directrice Générale du CROUS de Bretagne par intérim, Madame LUCAS.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Bretagne.

18.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable)
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet à l'acheteur avant la notification du marché et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 7 et D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

18.4 Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants ou sous-traitants désignés dans le marché assument la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'ils causent à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants désignés sont en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de leurs prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de leur fait personnel ou du fait de leurs préposés.

Le titulaire est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie. Il justifie à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

18.5 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

19.1 Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers potentiels détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

19.2 Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG-FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Réciproquement, l'acheteur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire, sauf si leur divulgation a été rendue obligatoire par une institution compétente.

ARTICLE 20 – PENALITES – SANCTIONS

20.1 Régime des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du titulaire du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et exigibles dès le premier euro. Toutefois le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées.

Etant précisé que le paiement des pénalités ne revêt aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'acheteur se réserve la faculté de prononcer toute autre sanction contractuelle ; notamment de décider la perte d'exclusivité au profit du titulaire (*cf 20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire*).

20.1.1 Réfaction

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse (tâches, odeur, humidité, ...), une réfaction d'un pourcentage de 5% du montant de la prestation sera appliquée sur le montant facture établie de l'intervention.

20.1.2 Pénalités en cas de dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé de 3 heures, soit à compter de la réception du justificatif de retard sans concrétisation de la nouvelle organisation proposée ou soit à compter du constat d'absence de justificatif de retard, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Pénalités pour retard d'intervention :

Tout retard :

- de retrait d'articles,
- de livraison d'articles,

après la date prévue fera l'objet d'une pénalité de 10% de la valeur des prestations restées en souffrance par jour de retard.

Le montant d'une pénalité ne pouvant toutefois pas être inférieur à 50 €.

20.1.3 Pénalités en cas de dépassement des délais d'exécution

Si les prestations sont mal exécutées, notamment en cas d'exécution non conforme, incomplète ou lorsque les spécifications techniques prévues au CCTP ne sont pas respectées, après constat partagé entre le CROUS Bretagne et le titulaire, le linge sera retiré, et les pénalités de dépassement des délais exécution s'appliqueront conformément à l'article 18.1.1 ci-dessus.

20.1.4 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, la non-conformité de l'envoi des commandes, une pénalité forfaitaire de 20€ par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

20.1.5 Pénalités en cas de travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant total des commandes déjà effectuées et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

20.2 Versement des pénalités

Les pénalités peuvent être précomptées sur les paiements à verser au titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou faire l'objet d'une facturation à part.

Elles commencent à courir le lendemain du jour de l'expiration du délai contractuel fixé pour l'exécution des prestations, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service ou par courrier LRAR à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21 – RESILIATION

21.1 Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire intervient dans les termes et conditions de l'article 41 du CCAG FCS.

21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CROUS peut demander la résiliation du marché pour tout motif d'intérêt général justifié, conformément aux stipulations de l'article 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 susvisé, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu au versement d'une indemnité. Le paiement des prestations déjà effectuées reste dû par l'acheteur.

ARTICLE 22 – DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché notamment pour difficulté d'exécution au sens de l'article 40.1 du CCAG FCS, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, les parties peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à 24 du Code de la commande publique.

ARTICLE 23 – LITIGES

Le présent marché public est soumis au droit français.

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84
Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, ouvert au candidat qui se prétend lésé par un manquement aux règles de publicité et de mise en concurrence lors de la passation,
Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative, introduit au plus tard 31 jours suivant publication de l'avis d'attribution ou dans les 6 mois de la signature du contrat,
Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, dans un délai de deux mois suivant la conclusion du contrat.

ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

24.1 Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à sylvie.cacaux@crous-rennes.fr, à achat@crous-rennes.fr, et à pole.juridique@crous-rennes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

24.2 Obligations des parties liées aux données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 25 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogation aux articles 27.3 et 30.1 du CCAG-FCS par l'article 13- Vérifications et réception des prestations

Dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS par l'article 19.2- Résiliation pour motif d'intérêt général

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 18 - Régime des pénalités